

Questions orales

Étant donné que les électeurs ontariens ont totalement rejeté le concept libéral d'équité en matière d'emploi, la ministre écoute-t-elle les électeurs et fera-t-elle marche arrière en ce qui concerne les propres plans du gouvernement en cette matière, qui visent à élargir le programme d'équité en matière d'emploi? Sinon, faudra-t-il attendre que les libéraux se fassent battre aux prochaines élections pour qu'ils comprennent que la population ne veut pas du programme d'équité en matière d'emploi?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Contrairement au Parti réformiste, nous croyons à l'équité en matière d'emploi et à la démocratie politique.

Contrairement au Parti réformiste, nous n'avons pas empêché personne de se présenter aux élections provinciales en Ontario. Nous encourageons quiconque veut adhérer au Parti libéral parce que nous ne craignons pas un peu de concurrence au niveau provincial.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

LA SOMATOTROPHINE BOVINE

Mme Madeleine Dalphond-Guiral (Laval-Centre, BQ): Monsieur le Président, c'est vendredi, tout le monde est un peu énérvé.

Ma question s'adresse à la ministre de la Santé.

Bien que les études d'impact de la somatotrophine sur la santé humaine et animale ne soient pas complétées, les consommateurs québécois et canadiens retrouvent cette hormone dans les produits laitiers qu'ils achètent, puisque, malgré l'interdit de Santé Canada, certains producteurs ne se gênent pas pour l'utiliser, d'autant que le ministre de l'Agriculture ne semble pas très pressé de mener une enquête sérieuse.

La ministre de la Santé peut-elle nous informer des mesures qu'elle a prises pour s'assurer que la somatotrophine, dont la vente est interdite par son ministère, ne se retrouve pas dans les produits laitiers?

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, tant que cette hormone n'a pas été approuvée, c'est contre la loi de l'utiliser. Nous allons prendre toutes les mesures nécessaires, non seulement au ministère de la Santé, mais aux douanes et au ministère de l'Agriculture.

• (1140)

Comme mon collègue le ministre de l'Agriculture vient de le dire, il est encore tôt pour savoir vraiment ce qu'il en est, pour porter des accusations. Si vous détenez de l'information qui pourrait nous aider, laissez-nous le savoir, parce que nous sommes intéressés.

Mme Madeleine Dalphond-Guiral (Laval-Centre, BQ): Monsieur le Président, si j'ai bien compris la réponse de la ministre, elle compte sur son collègue de l'Agriculture pour faire enquête. Ce que le ministre de l'Agriculture nous a dit, à moins que je n'aie mal compris, c'est qu'il ne savait pas trop où il s'en allait.

Ce que je veux demander à la ministre de la Santé, c'est si elle peut nous expliquer pourquoi elle laisse son collègue de l'Agriculture mener tout seul cette enquête, alors que c'est elle qui a la responsabilité d'interdire l'utilisation et la vente, au Canada, de l'hormone somatotrophine?

[Traduction]

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans ma réponse précédente, la question soulevée concerne les secteurs de compétence de plusieurs ministres, dont la ministre de la Santé, le ministre du Revenu national, qui est responsable des douanes, et le ministre de l'Agriculture, qui s'intéresse manifestement à l'industrie laitière. Nous nous efforçons tous d'être le plus vigilants possible pour nous assurer que les lois du Canada sont respectées à la lettre.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la vice-première ministre et ministre de l'Environnement.

Il est très important que le gouvernement donne l'exemple dans tous les domaines, y compris l'environnement. L'un des symboles les plus visibles du gouvernement est la région de la capitale nationale. Notre capitale nationale est magnifique à ce temps-ci de l'année, mais je voudrais demander à la ministre de l'Environnement ce qu'elle fait pour voir à ce qu'elle demeure verte.

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, je crois que l'intention du gouvernement du Canada est de s'assurer que toutes les régions du Canada soient vertes. Évidemment, la région de la capitale nationale occupe une place importante dans notre pays.

Nous croyons que certaines des mesures annoncées récemment, telles que la nomination d'un commissaire au développement durable ainsi que l'excellente initiative proposée par le sénateur Colin Kenny dans le projet de loi S-7, qui vise à créer un marché pour les carburants de remplacement au Canada, feront disparaître le smog pour que nos tulipes continuent de fleurir et permettront à toutes les régions urbaines du pays de bénéficier d'un environnement plus sain, ce que nous devons, je crois, à nos enfants.

* * *

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Jack Ramsay (Crowfoot, Réf.): Monsieur le Président, au début, le ministre de la Justice a prétendu que la nouvelle Loi sur les armes à feu ne coûterait pas plus de 85 millions de dollars aux contribuables. Les estimations que le ministre a déposées par la suite devant le comité permanent faisaient état d'un coût de